

APPEL A COMMUNICATIONS

**« Coopération et engagement professionnel dans le
secteur associatif social et médico-social à la
lumière des pratiques d'acteurs »**

Colloque international et pluridisciplinaire

Université de Nice - Sophia Antipolis

les 4 et 5 juin 2009



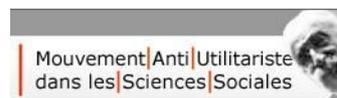
GRAP



avec le soutien du CERSA Pôle « Politiques sociales »



et du MAUSS



Le colloque s'appuie sur un comité scientifique international et pluridisciplinaire :

Catherine Felix, Edouard Solanas (Pôle Recherche et Direction Générale ADSEA06) **Joel Candau, Bernard Conein, Nathalie Pantaléon, Jean-Luc Prades, Julien Tardif, Jean-Pierre Zirotti** (Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie Mémoire Identité Cognition Sociale - LASMIC, Université de Nice-Sophia Antipolis), **Jean-Louis Génard, Marta Roca, Fabrizio Cantelli** (Groupe de Recherche sur l'Action Publique - GRAP, Université Libre de Bruxelles), **Marc Breviglieri** (CNRS Institut Marcel Mauss Groupe de Sociologie Politique et Morale - GSPM, EHESS-Paris, Université Paris Descartes), **Joan Stavo-Debauge** (GSPM, EHESS-Paris), **Delphine Moreau** (GSPM, EHESS-Paris, Université Paris 7) **Patricia Paperman** (GSPM, EHESS-Paris, Université Paris 8), **Luca Pattaroni** (Laboratoire de sociologie urbaine - LASUR, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, GSPM EHESS-Paris), **Alain Caillé** (Laboratoire de sociologie, philosophie et anthropologie politiques - SOPHIAPOL, Université Paris X – Nanterre, Revue du MAUSS). **Philippe Chanial** (Centre d'Etude et de Recherche en Sociologie des Organisations CERSO, Université Paris Dauphine, Revue du MAUSS), **Michel Chauviere** (CNRS Centre d'Etudes et de Recherches de Science Administrative - CERSA - Université Panthéon-Assas - Paris 2), **Lise Arena, Evelyne Roubly, Catherine Thomas** (CNRS Groupe de Recherche en Droit Economie Gestion - GREDEG, Université de Nice-Sophia Antipolis), **Anni Borzeix** (CNRS Centre de Recherche en Gestion – CRG, Ecole Polytechnique Paris), **Manuel Boucher** (IRTS de Haute Normandie Laboratoire d'Etudes et de Recherche Sociales – LERS, Institut du Développement Social - IDS de Haute Normandie), **Roland Coenen** (Clinicien, Psychothérapeute, Bruxelles, Belgique), **Alain Ehrenberg**, (CNRS UMR 8136, Centre de Recherche Psychotropes, Santé Mentale, Société – CESAMES, Université Paris Descartes, INSERM U611), **Carole Gayet** (CNRS Institut Marcel Mauss, Centre d'Etude des Mouvements Sociaux – CEMS, EHESS-Paris), **Isabelle Feroni** (UMR 912 Inserm Marseille, Université de Nice Sophia Antipolis), **Matthieu Hely** (CNRS Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie - IDHE, Université Paris X Nanterre), **Marcel Henaff** (Université de Californie San-Diego – UCSD, États-Unis), **Sandra Laugier** (CNRS Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie – CURAPP, Université de Picardie), **Franck Lebas**, (Laboratoire de recherche sur le langage - LRL, Université de Clermont-Ferrand), **Julien Longhi** (Laboratoire Ligérien de Linguistique - LLL, Université de Tours), **Pascale Molinier** (Equipe de Psychodynamique du travail et de l'action, Conservatoire National des Arts et Métiers Paris CNAM), **Michel Oriol** (Université de Nice-Sophia Antipolis), **David Piovesan** (Institut de Formation et de Recherche sur les Organisations Sanitaires et Sociales - IFROSS, Université de Lyon3), **Bertrand Ravon** (CNRS Mondes et Dynamique des Sociétés - MODYS, Université Lumière Lyon 2 – Université Jean Monnet St Etienne), **José Manuel Resende** (Faculté des Sciences Sociales et Humaines de l'Université Nouvelle de Lisbonne), **Françoise Tétard** (CNRS Centre d'histoire sociale du XXe siècle, Université Paris 1), **Virginie Tournay, Philippe Warin** (CNRS Politiques publiques, action politique, territoires - PACTE, Science Po Grenoble), **Jean-Marc Weller** (CNRS Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés - LATTs, Université Paris-Est).

Cet appel à communication souhaite contribuer à la clarification du positionnement des associations dans le champ de l'action publique dite sociale et médico-sociale, en travaillant à dégager les caractéristiques de ce secteur d'activité et de son évolution.

Quelle est aujourd'hui la place des associations dans la régulation des politiques sociales et médico-sociales ? Ce secteur est-il soluble dans la notion de « relation de service » à l'ère du développement des pratiques gestionnaires au-delà des activités dites strictement « marchandes » et « lucratives » ?

Nous souhaiterions décrire les logiques de « nouveaux modes de gouvernance et dirigeance » observables dans les pratiques et les engagements des administrateurs et dirigeants associatifs. Les modalités d'évaluation et de management dans le secteur social et médico-social connaissent un déplacement sémantique de la performance strictement financière vers la mesure de la « qualité de la prestation » qui ne semble pas neutre : il révèle une spécificité dans la recherche d'un compromis entre la performance et le souci de justice caractérisant les missions publiques d'intérêt général. Compromis observable dans la diffusion de la notion d'« entreprise associative », où apparaît un lien à questionner entre la référence à la liberté d'entreprendre et la forte dépendance au financeur public pour la gestion de missions d'intérêt général.

Nous invitons donc à décrire les recompositions du secteur associatif et les nouvelles formes d'engagement des administrateurs et professionnels du secteur social et médico-social, aussi bien dans les pratiques des directions et encadrements que dans celles des praticiens en contact avec les bénéficiaires (usagers). A côté des associations loi 1901 les communications peuvent porter plus largement sur les activités du « tiers secteur » (associations, mutuelles et coopératives), si elles ont pour objet la prise en charge ou l'assistance par des professionnels aux situations de vulnérabilité ou de handicap, à l'exemple « des réalisations sanitaires et sociales » de la Mutualité Française, les « services de soins et d'accompagnements mutualistes ».

Nous serons particulièrement attentifs aux propositions les abordant sous l'angle de « l'action en train de se faire », du « social en acte » et non à partir d'entités ou de frontières préalablement définies (Etat - association - élus locaux / professionnels et usagers / organisation – environnement ...). Nous voulons ainsi éviter de figer les gouvernances associatives dans une conception macroscopique de ces phénomènes, appréhendable suivant une logique descendante, sans acteurs concrets et sans considération sur les modalités de « coopération - coordination » entre les personnes et les objets techniques.

Issue d'une tradition de recherche depuis les années 80 croisant les perspectives en ethnographie de la communication, anthropologie (et psychologie) cognitive, sociologie

pragmatique..., l'entrée par « l'action en train de se faire » (« social en acte ») revient, pour notre cas d'étude, à étudier les dispositifs de prise en charge des bénéficiaires de l'action sociale et médico-sociale à partir d'une analyse située, du travail des « actants » (humains et non humains), qui en forgent la réalité par leurs actions quotidiennes. Cette orientation ne prédéfinit ni l'environnement institutionnel, ni le degré de normativité qui pèse sur l'action des personnes, ni la nature des entités (humaine et non humaine) prenant part à la configuration de ces dispositifs. La définition des entités mobilisables devient justement l'objet d'analyse.

Ces approches se développent dans un contexte déjà bien décrit par la sociologie de l'action publique, celui d'une modification de la régulation des politiques publiques – vers plus de délégation, d'externalisation des missions de l'Etat entraînant une multiplication des acteurs et des logiques d'intervention à coordonner. S'y ajoute une visée « épistémologique » qui déplace la focale des associations et autres institutions, aux pratiques qu'elles engendrent.

en effet le *tournant pragmatique* qui s'exprime dans les sciences sociales et politiques entend explorer les détails de l'action publique et scruter de près les modes de coordination. Pour ce faire, l'enquête mobilise une série de méthodes, allant des entretiens à l'ethnographie, permettant de saisir les oscillations du social, mais aussi les mille et une variations des politiques publiques en train de se faire. Cette attention à l'action renouvelle également la potentialité critique de ces travaux, riche d'une description minutieuse et armée.

Les communications sollicitées pourront s'inscrire sur l'une ou plusieurs des thématiques de cet espace de définition de « la question sociale et médico-sociale » à travers l'action associative :

- **La dimension explicative de l'histoire dans le champ social et médico-social : du compromis des réformateurs sociaux du XIX^{ème} siècle vers celui de « l'entreprise associative » du XXI^{ème} siècle.**

Il s'agit de questionner les nouvelles formes de régulation politique des activités des associations du secteur social et médico-social par rapport à leurs inscriptions historiques passées. Les rapports des associations avec les services déconcentrés de l'Etat, les élus locaux et collectivités locales depuis la décentralisation des politiques sociales et médico-sociales ; la définition des équilibres entre les politiques de l'aide sociale à l'enfance et de prévention de la délinquance ; la modification des formes d'inscriptions juridiques des politiques sociales (du droit inconditionnel à l'assistance, aux politiques contemporaines du droit d'accès, ou de l'égalité des chances) ; l'employabilité comme étalon de l'insertion sociale ; autant de domaines, qui invitent à un regard historique sur les évolutions des modèles de gestion de ce secteur (tutélaire, contractualiste...) et des choix économiques de l'Etat dans la conduite des politiques sociales et médico-sociales. En

quoi la perspective historique peut discuter, enrichir, les perspectives anti-utilitaristes en sciences sociales qui s'intéressent à la manière dont les logiques économiques et-ou juridiques gagnent les formes non marchandes ou juridiques des activités humaines ?

- **L'engagement professionnel et le renouveau de la critique sociale : sens moral, sentiments, émotion, reconnaissance.**

Il s'agit de proposer une description de l'action publique, qui aurait pour souci de ne pas oublier les enjeux éthiques et le traitement moral des activités sociales. Comment sont gérées les émotions au travail ? En quoi importe-t-il de s'en préoccuper ? Quelles coopérations entre les personnels en prise directe avec la souffrance et la vulnérabilité des usagers et les cadres institutionnels (chefs de services, directions) et opérationnels (psychologues, psychiatres...) ; la sollicitude est-elle plus qu'un « sentiment moral » partagé par les seuls familles et proches ? Entre-t-elle en jeu dans les compétences déployées par les professionnels ? Exige-t-elle une coprésence avec l'expression de la souffrance sociale et affective, pour rester « authentique » ? Comment s'articulent les « topiques de la dignité » (sollicitude, reconnaissance, bienveillance...) avec les visées instrumentales de la personne humaine (rationalisation budgétaire - normes de responsabilisation - d'autonomisation des bénéficiaires, tentatives de réduire le politique à la gestion des troubles à l'ordre public...) ?

- **Les objets et équipements techniques dans l'activité professionnelle éducative ou de soin.**

Une orientation attentive à la place des dispositifs, objets et techniques qui interviennent dans la configuration de l'action publique, permet d'interroger les structures d'appréhension cognitive du monde. Elle questionne la coordination et les médiations entre des acteurs sociaux (humains) et des objets techniques.

Comment les politiques « d'évaluation » et « d'amélioration continue de la qualité » peuvent-elles être décrites à l'appui de supports techniques (dispositifs de formation, grilles d'analyse du travail, logiciels informatiques...) ? Quel est l'impact de l'introduction de ces nouvelles technologies sur le travail éducatif ou de soin ? Comment passe-t-on de l'utilisateur accueilli par l'éducateur (utilisateur en personne), à l'utilisateur discuté en réunions internes ou avec les partenaires, à une prestation éducative ou de soin ? Comment va-t-on des textes réglementaires à une décision ? Comment ces médiations associent-elles (ou pas) les usagers et leurs parents ou responsables légaux à l'effectivité de l'action publique ?

Points logistiques :

Date limite de réponse à l'appel à communication **17 novembre 2008**

Réponses à l'appel à communications en langue française de 4000 caractères maximum, espaces et notes compris, hors bibliographie

Confirmation d'acceptation ou refus **fin janvier 2009**.

Recueil des textes entre 25000 et 35000 caractères espaces et notes compris, le **13 avril 2009**

Colloque sur deux jours les **jeudi 4 et vendredi 5 juin 2009**

Pas de frais d'inscription pour les communicants retenus – repas midi offert – déplacement et hébergement à la charge des communicants

Le colloque donnera lieu à publication d'actes

Organisateurs :

L'ADSEA-06 Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte

Siège Social : 268, avenue de la Californie – Le Baie des Anges 06200 NICE.

Tél : 04 93 72 31 10 Fax : 04 93 72 31 20

www.adsea06.org

o o o

Le LASMIC Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie Mémoire Identité et Cognition Sociale

(E.A.3179) Université de Nice-Sophia Antipolis UFR Lettres Arts Sciences-Humaines (LASH)

98, Bd Edouard Herriot 06200 Nice

www.unice.fr/LASMIC/index.html

o o o

LE GRAP Groupe de Recherche sur l'Action Publique

Université Libre de Bruxelles (ULB)

Avenue Franklin Roosevelt 50 CP 135

1050 Bruxelles

<http://www.ulb.ac.be/soco/grap/index.htm>

° ° °

LE GSPM Groupe de Sociologie Politique et Morale

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Institut Marcel Mauss CNRS - UMR 8178

10 rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris

<http://gspm.ehess.fr/>

° ° °

avec le soutien du pôle « politiques sociales » du **CERSA**

Centre d'Études et de Recherches de Science Administrative

CNRS - Université Panthéon-Assas - Paris 2

<http://www.cersa.cnrs.fr/>

° ° °

et le soutien **du MAUSS**

Mouvement Anti-utilitariste dans les Sciences Sociales

<http://www.journaldumauss.net/>

Coordinateurs du colloque :

Julien Tardif - LASMIC

julien.tardif@unice.fr

Catherine Felix – ADSEA06

catherinefelix06@hotmail.com